De l'apparente perpétuité des blocages politiques libanais

Barah Mikail

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/2071>

DOI : 10.4000/echogeo.2071

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Barah Mikail, « De l'apparente perpétuité des blocages politiques libanais », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 19 décembre 2007, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/2071> ; DOI : 10.4000/echogeo.2071

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

De l'apparente perpétuité des blocages politiques libanais

Barah Mikail

- 1 Le Liban n'en finit pas de poursuivre son inquiétante descente aux abîmes. La série d'attentats intervenus depuis la fin de l'année 2004, et dont le dernier en date a visé le chef des opérations de l'armée libanaise, François el-Hajj, vient rappeler que le pays reste sous la menace d'une/de partie(s) déterminées à saper jusqu'à ses derniers fondements pour défendre leurs intérêts particuliers. En s'en prenant à el-Hajj, on s'en prend en effet à un symbole fort : l'armée libanaise, soit le seul corps institutionnel national épargné jusqu'ici par les querelles des diverses formations politiques nationales. Le général tué était en effet pressenti pour succéder au général Michel Sleiman au commandement direct des armées libanaises.
- 2 Dans le même temps, l'incapacité qu'ont eu jusqu'ici les membres de la majorité et de l'opposition parlementaires à tomber d'accord sur un successeur au président sortant, Emile Lahoud, met en évidence la profondeur de tiraillements politiques qui semblent bien loin de pouvoir s'apaiser. La crise due à cette question n'est en effet en rien récente, et l'on avait vu ses prémices dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafiq Hariri, le 14 février 2005. La question des présidentielles, aussi importante soit-elle, ne représente cependant que la partie émergée de l'iceberg conflictuel libanais. Que l'on imagine en effet que les formations politiques libanaises en viennent à tomber rapidement d'accord sur la nomination d'un nouveau détenteur de la magistrature suprême : les tiraillement et rivalités interlibanais retomberont-ils pour autant ? Il faut croire que non, quand l'on voit particulièrement que, au long attachement affiché par la majorité parlementaire à la nomination à ce poste d'un candidat issu de – ou proche de – ses propres rangs, a succédé, aujourd'hui, un assouplissement de sa part qui provoque en contrepartie un durcissement des conditions avancées par l'opposition parlementaire. Cette dernière refuse en effet, pour l'heure à tout le moins, d'acquiescer à la nomination du plus consensuel des candidats, le chef des armées actuel Michel Sleiman, tant que n'aura pas été clarifiée la question de l'après-nomination.

- 3 Soit un attachement de sa part à ce que, au gouvernement Siniora actuellement en fonction, puisse succéder un gouvernement à la composition et aux orientations radicalement différentes.
- 4 On le comprend, c'est la convocation anticipée d'élections législatives qui est revendiquée par les partis libanais de l'opposition, requête à laquelle ils sont d'ailleurs attachés depuis maintenant au moins un an. Cependant, une telle stratégie comporte bien des limites et des dangers, pour deux raisons au minimum. D'une part, le vide institutionnel provoqué par l'absence de désignation d'un nouveau président libanais continue à augurer du pire, la (très) relative stabilité politique libanaise restant à la merci de nouveaux tiraillements pouvant opposer membres de la majorité et de l'opposition parlementaires du pays, et entraîner par extension une polarisation nationale opposant les citoyens relevant de l'une ou de l'autre formation. Situation qui ne s'est pas vérifiée pour l'heure, bien qu'étant loin de relever des scénarii de l'absurde et de l'inconcevable. D'autre part, si les partis libanais de l'opposition continuent à avoir des désaccords de fond sur les orientations voulues et/ou pressenties par les membres de la majorité parlementaire, celle-ci n'en reste pas moins issue d'un vote régulier, conforme à la législation électorale libanaise, intervenu en plusieurs étapes au printemps 2005. Elle demeure, à ce titre, le reflet de la volonté des Libanais telle qu'exprimée pour une législature complète – soit quatre ans. Depuis la guerre israélo-libanaise de l'été 2006, le Hezbollah, fort de ce que sa résistance à l'Etat hébreu qui lui a valu une grande popularité dans tout le pays est soucieux de convoquer de nouvelles élections législatives qui pourraient élargir son assise parlementaire. Mais cette politique du « forcing » est à bien des égards, contre-productive, étant donné notamment que, dans l'intervalle, ce sont les orientations politiques concrètes du pays qui souffrent et restent dans l'immobilisme.
- 5 La question qui se pose dès lors : quelles peuvent être les solutions concrètes aux perspectives libanaises contemporaines ?
- 6 Avant tout, il convient de se mettre d'accord, et de savoir, sur la nature des enjeux et des problèmes de fond entre les partis de la majorité et ceux de l'opposition. Le fait de résumer les positions des uns et des autres aux seuls référents syrien et iranien (les uns étant le plus souvent taxés de pro-Syriens, les autres d'anti-Syriens), ne fait pas plus de sens que celui de voir dans la nature des convictions du président de la République à venir l'une des pierres d'achoppement fondamentales pour chacune des parties. Si ces critères entrent effectivement en compte dans l'appréciation des motifs de blocage de la scène libanaise contemporaine, il ne reste pas moins que ce qui, plus que tout, alimente les désaccords des uns et des autres, c'est bien le degré potentiel d'arrimage du pays aux Etats-Unis et à ses desiderata. La guerre de l'été 2006 a été particulièrement parlante à cet égard et particulièrement depuis la fin de ce conflit, les partis de l'opposition n'ont pas manqué de faire savoir, à plusieurs reprises, à leurs homologues de la majorité que le « parrain américain » auquel ceux-ci en avaient si souvent appelé n'avait finalement rien fait pour réfréner l'Etat hébreu dans ses lourds bombardements à l'encontre du territoire libanais. Et il est vrai, par ailleurs, que cette même majorité parlementaire ne cache pas la portée de ses affinités avec Washington, contrairement à la plupart des partis de l'opposition qui, s'ils sont nombreux à être effectivement en phase avec Damas et Téhéran, n'en font pas état avec autant d'empressement. On voit d'ailleurs mal comment ils pourraient faire autrement, tant en raison de l'intérêt qu'il y a pour eux de s'épargner les critiques, que du fait de l'animosité durant tant d'années entre le général Michel Aoun (membre de l'opposition parlementaire libanaise) la Syrie et l'Iran.

- 7 Il demeure pourtant une certitude : plus que tout, c'est la portée des ingérences étrangères, et celle des politiques d'influence qui continuent à prendre le pays en otage. Cela ne vaut pas que pour les seuls pays situés dans l'environnement géographique du Liban : les injonctions, requêtes, sollicitations et politiques d'influence occidentales ont provoqué au moins autant de dégâts que leurs pendants régionaux, syriens, iraniens ou même saoudiens.
 - 8 Bien entendu, le scénario idéal pourrait être un engagement l'ensemble des acteurs politiques libanais à renoncer à leurs soutiens étrangers. Mais dans le même temps, cette perspective ne semble pas vraiment pouvoir s'imposer à l'agenda national, le manque de courage d'un grand nombre des formations politiques du pays y étant d'ailleurs pour beaucoup. L'idée d'un nouveau Pacte national, conforme dans l'esprit à celui de 1943 qui serait l'émanation des seules formations politiques libanaises, cela permettrait de dégager à terme les institutions du pays de toute logique de type communautaire. Les embûches libanaises répondent en effet à une grande part de politique, mais dans le même temps, la nature du Liban rend ces mêmes enjeux politiques étroitement liés à des aspects communautaires et confessionnels.
-

RÉSUMÉS

Le Liban connaîtra-t-il bientôt la paix ? La tentation est forte d'en douter. Près de trois ans après l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafik Hariri et le retrait de l'armée syrienne du pays, celui-ci reste en effet la proie à de querelles intestines qui demeurent le désastreux reflet d'un opportunisme souvent malsain de la part des principales formations politiques libanaises. Dans un tel contexte, est-il encore raisonnable de croire à une solution durable ? Et si oui, laquelle ?

Will Lebanon know peace soon ? It is quite tempting to doubt it. Almost three years since the assassination of the former Prime Minister Rafiq Hariri and the withdrawal of the Syrian army, the country is still prey to internal struggle reflecting the unhealthy opportunism to which the main Lebanese political parties are attached. In such a context, is it reasonable to hope that a potential solution exists ? And if so, then which one ?

INDEX

Keywords : geopolitics, Lebanon, Middle-East, Stakes

Mots-clés : enjeux, géopolitique, Liban, Moyen-Orient, perspectives

AUTEUR

BARAH MIKAIL

Barah Mikail est chercheur à l'Institut des Relations internationales et stratégique (IRIS) et est l'auteur de *La politique américaine au Moyen-Orient*, Dalloz, 2006